

La lettre d'information de **Coalition PLUS** qui donne le pouls de votre association

ÉDITO

« La riposte au sida prouve que l'accès à des médicaments efficaces et abordables peut stopper et renverser l'épidémie », réaffirmait très justement Michel Sidibé (Directeur exécutif de l'ONUSIDA) récemment en marge du Sommet des Nations Unies de 2015 de New-York sur le développement durable. C'est désormais scientifiquement établi, en effet : les traitements antirétroviraux ont non seulement le pouvoir de contrôler le virus et de maintenir en bonne santé les personnes infectées, mais également celui d'empêcher de nouvelles infections.

Trouver les moyens financiers de dépister et traiter, notamment dans les populations éloignées géographiquement ou socialement des systèmes de santé : voilà l'ultime équation à résoudre pour mettre fin au sida. Et la Taxe sur les transactions financières en est une des données clés [voir ci-contre]. Mais aujourd'hui, alors que ce financement innovant est sur le point d'aboutir, de nombreux Etats sont tentés de la considérer comme un simple moyen de combler leurs déficits publics.

Détourner la TTF de ses objectifs initiaux serait un piège politique. Pis, une erreur historique. Une faute économique et morale, qui se paierait en millions de vies humaines.



VINCENT PELLETIER
Directeur de Coalition PLUS

L'EUROPE SAUVERA-T-ELLE DES MILLIONS DE VIES ?

Le 12 septembre dernier, Coalition PLUS et ses partenaires remettaient au Président de la République française François Hollande une pétition ayant recueilli un million de soutiens. Objectif : demander la mise en place à l'échelle de l'Europe d'une Taxe sur les transactions financières (TTF) ambitieuse pour lutter contre la spéculation excessive et faire face aux grandes urgences mondiales, dont l'éradication du sida. En la recevant, le Président réaffirmait son engagement en faveur de cette source de financement solidaire extrêmement prometteuse.



Limitée aux transactions boursières, la TTF – aussi appelée Taxe Robin des Bois – est en cours de négociation entre 11 pays de l'Union européenne. Elle pourrait générer au moins 34 milliards d'euros chaque année et ce, sans solliciter les contribuables ni impacter les budgets des Etats. Si la France et ses partenaires européens décidaient ensemble d'affecter ses recettes au Fonds Vert et au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, ce sont 21 millions de malades du sida dans les pays les plus pauvres de la planète qui pourraient enfin bénéficier de traitements indispensables à leur survie, et 400 millions de personnes à travers le monde qui seraient épargnées de graves crises alimentaires. Pourtant, rien n'est officiellement prévu aujourd'hui pour que le produit de cette taxe serve à combattre ces fléaux. Nos associations demandent donc la tenue à l'automne d'un sommet européen à Paris où sera actée l'affectation commune de la TTF européenne à la solidarité internationale. L'urgence est là et la solution est politique : des millions de vies en dépendent.



PORTRAIT

AFRICAGAY CONTRE LE SIDA



AFRICAGAY CONTRE LE SIDA

Né en 2007 à Ouagadougou (Burkina Faso), Africagay contre le Sida est un réseau militant réunissant 19 structures associatives africaines de lutte contre le sida ou de personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et trans (LGBT), issues de 10 pays d'Afrique : Algérie, Burkina Faso, Bénin, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal, Tunisie et Togo. Membres de Coalition PLUS, les associations communautaires ANSS (Burundi), ARCAD-SIDA (Mali) et REVS+ (Burkina Faso) font partie de ce réseau, soutenu techniquement et financièrement par AIDES (membre cofondateur de Coalition PLUS) et Sidaction.

Les organisations membres de Africagay contre le Sida ont vocation à porter collectivement un plaidoyer sur la nécessité de s'attaquer à la stigmatisation et à la discrimination, afin que les homosexuels africains aient accès à la prévention et aux soins. Toutes partent du principe que la criminalisation de ces personnes et les discriminations dont elles font l'objet sont des atteintes intolérables à leurs droits fondamentaux qui nourrissent l'épidémie de VIH/ sida.

Dans un contexte marqué par une hostilité latente à l'égard des homosexuels en Afrique, Africagay contre le Sida se veut donc un mouvement militant de défenses des droits de l'Homme à travers une approche de santé publique se fondant sur les évidences et connaissances scientifiques. Il porte ainsi la question des communautés LGBT face au VIH au niveau international et promeut la représentation de ces personnes au sein des instances de décision pour que leurs voix soient entendues.

Site internet : www.africagay.org

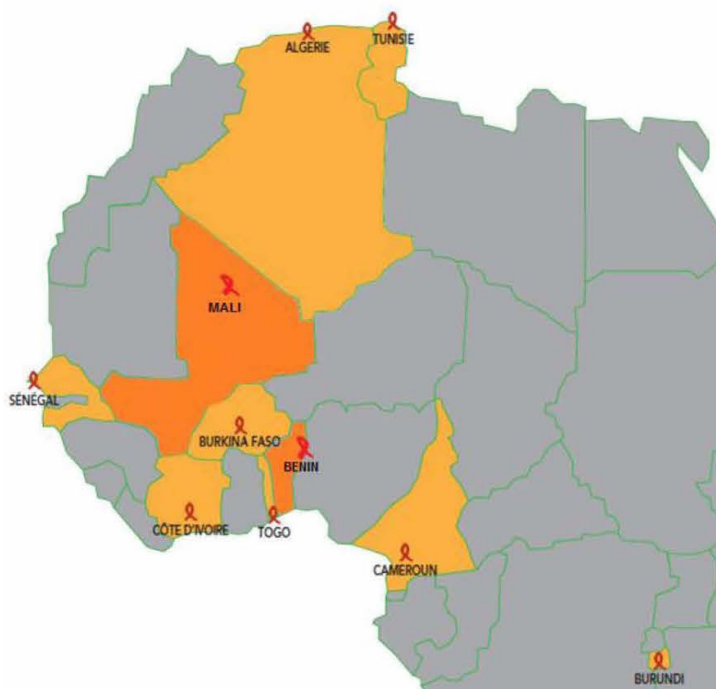
Facebook : www.facebook.com/africagay

AFRIQUE - PAS DE DROITS LGBT, PAS DE FIN DU SIDA !

Le 7 octobre prochain aura lieu la première édition de la Journée d'action commune d'Africagay contre le Sida. Une occasion de mieux faire connaître les activités de ce réseau, de fédérer d'autres acteurs de la société civile et d'assurer une mobilisation publique autour des questions d'accès équitable à la prévention et aux soins pour toutes et tous, indépendamment de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre.

« Les homosexuels ont peur de sortir de chez eux parce qu'il y a de la discrimination dans les structures sanitaires. Des médecins disent : "Je ne touche pas à un homosexuel, ma religion me l'interdit !". Les homosexuels séropositifs préfèrent mourir chez eux que d'aller dans ces services-là ! »

Yves - Militant LGBT - Cameroun



Plus de 97% des nouvelles infections par le VIH ont lieu dans des pays en voie de développement. Et seulement 18% des Etats du monde mènent des programmes de prévention du VIH auprès des hommes homosexuels et bisexuels, alors que ces derniers sont 5 à 25 fois plus touchés par le virus que la population générale. Au total, 39 des 54 pays qui composent le continent africain pénalisent encore l'homosexualité et certains, comme le Cameroun et l'Ouganda, travaillent même au renforcement de cette pénalisation, condamnant les homosexuels à rester cachés, éloignés des systèmes de soins et sans traitements ni outils de prévention.

Voilà la vocation première des membres d'Africagay contre le sida : briser le silence, sensibiliser les citoyens et dirigeants à cette réalité pour que les communautés homosexuelles du continent africain obtiennent les mêmes droits que les autres. Parce qu'il n'existe pas de lutte contre le sida sans respect des droits fondamentaux de tous les individus.

MAROC - HÉPATITE C : UN TRAITEMENT EN OR

Le 28 juillet dernier, l'Association de lutte contre le sida (ALCS) - membre marocain de Coalition PLUS - et le collectif Droit à la santé au Maroc appelaient le ministre de la santé à prendre en charge les patients souffrant d'un co-infection VIH-Hépatite C. Un appel lancé à l'occasion de la Journée mondiale contre les hépatites et alors que le Maroc se réjouissait du lancement annoncé d'une version générique du Sofosbuvir, un traitement révolutionnaire contre l'hépatite C affichant un taux de guérison de près de 90 %. Commercialisé par le laboratoire américain Gilead à des tarifs exorbitants, qui oscillent entre 58.000 et 65.000 euros la cure de 12 semaines, le Sofosbuvir était jusqu' alors hors de portée des malades marocains.



Le lancement du générique de ce médicament, qui sera commercialisé à 9.000 dirhams la cure (environ 830 euros) au Maroc, constitue par conséquent une avancée de taille et un nouvel espoir pour les patients. Cela dit, les personnes les plus vulnérables restent exclues du système de santé au Maroc. Or, comme dans le cas du VIH, ce sont ces populations qui sont le plus fréquemment infectées par le virus de l'hépatite C (VHC).

Rappelons en effet que si le Maroc connaît une prévalence relativement élevée d'hépatite C dans sa population générale (1,6%), ce taux atteint des niveaux bien plus élevés chez les personnes vivant avec le VIH (5,5%) et encore plus alarmants chez les usagers de drogues par voie intraveineuse, qui en paient le plus lourd tribut. Une étude du ministère de la Santé marocain réalisée en 2014 dans la région de Nador a ainsi révélé une prévalence de VHC de 80% au sein de cette population particulièrement stigmatisée et que la criminalisation de l'usage de drogues pousse dans la clandestinité.

QUÉBEC - UNE CAMPAGNE POUR LES FEMMES

Une sexualité épanouie, en santé et à l'abri des infections sexuellement transmissibles (IST) : c'est ce que promeut la nouvelle campagne « Dans mon sac » de la COCQ-SIDA, membre québécois de Coalition PLUS.



Ce projet original est né d'un constat alarmant. Depuis quelques années, le Québec connaît une augmentation des cas d'IST, telle la chlamydia. Et les femmes n'en sont pas épargnées. C'est pourquoi la COCQ-SIDA a jugé nécessaire de développer une campagne de promotion de la santé et de prévention du VIH et des autres IST qui cible l'ensemble des femmes québécoises.

« Avec cette campagne, nous voulons sortir du carcan "information = prévention", en évoquant les notions de plaisir, de découverte, d'une sexualité engagée et non imposée qui sont également centrales à une pleine santé. L'ensemble de ces thèmes est abordé sur le site dansmonsac.ca ».

Geneviève Némouthé - Coordinatrice du projet

Découvrez dès maintenant le contenu des sacs de quatre femmes aux profils bien différents : la femme cinquantenaire fraîchement séparée à la recherche de nouveaux partenaires; la jeune femme migrante qui arrive dans son nouveau pays d'accueil et qui cherche à tisser des liens; la passionnée qui aime les rencontres multiples et enfin la jeune mère de famille qui ignore l'infidélité de son conjoint.

Pour visiter le site internet dédié à cette nouvelle campagne de la COCQ-SIDA, fruit du travail des membres du comité Femmes et réalisée par l'agence web montréalaise Locomotive.ca : www.dansmonsac.ca

DÉCOUVREZ NOTRE RAPPORT D'ACTIVITÉ 2014 !

Ce rapport d'activité est un reflet partiel des nombreux services et projets conduits ou mis en place par nos adhérents aux quatre coins du monde en 2014. Des activités et prestations tournées vers les communautés qui en ont le plus besoin, pensées pour et par ces dernières, qui ne pourraient tout simplement pas voir le jour sans l'engagement inconditionnel de milliers de militants et volontaires portant quotidiennement les combats et valeurs de Coalition PLUS sur le terrain.

En 2014, Coalition PLUS a été financée par les dons privés, ainsi que par AIDES. Ceci lui permet de revendiquer une certaine indépendance dans la poursuite de ses activités. Toutefois, outre les ressources indispensables provenant des programmes de collecte de dons qu'elle mène dans différents pays, notre union a pu compter sur le précieux soutien de bailleurs de fonds, contribuant ponctuellement ou durablement au financement de ses programmes. A ces partenaires et donateurs, privés ou institutionnels, nous tenons à exprimer notre plus sincère reconnaissance.




Les idéaux que nous défendons n'ont de valeur que parce que vous les partagez avec nous. MERCI !

Retrouvez toutes nos publications en téléchargement sur notre site internet : www.coalitionplus.org/nos-publications



RÉSEAUX SOCIAUX

Pour suivre l'actualité de Coalition PLUS, connaître nos revendications, savoir comment évolue la pandémie, être informé-e de nos mobilisations et partager nos combats :

-  Le Blog de Coalition PLUS : www.coalitionplus.org/actualite/blog/
-  Notre page Facebook : www.facebook.com/coalitionplus
-  Notre compte Twitter : www.twitter.com/CoalitionPLUS

DEVENEZ AMBASSADEUR-DRICE

Les idéaux que nous défendons n'ont de valeur que parce que vous les partagez avec nous. Merci de combattre à nos côtés ! Ne l'oublions pas, l'union est notre force. En tant que donateur-trice, vous devenez ambassadeur-drice de Coalition PLUS. Parlez-en autour de vous et contribuez ainsi à enrayer l'épidémie.

FAITES UN DON

- Faites un don récurrent en remplissant le formulaire à télécharger dans la rubrique « Nous soutenir » de notre site internet.
- Faites un don ponctuel en envoyant en espèces ou par chèque (à l'ordre de Coalition Internationale Sida, PLUS). Pour toute information ou requête, notre Service Donateurs se tient à votre entière disposition par e-mail à dons@coalitionplus.org (en France) ou à servicedonateurs@coalitionplus.org (en Belgique) ou par voie postale à l'adresse suivante :

Coalition Internationale Sida, PLUS
 14 rue Scandicci - Tour Essor 93508 Pantin Cedex - France
 ou 20 rue Sainte Anne - 1 000 Bruxelles - Belgique